



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Note trimestrielle de conjoncture dans l'UEMOA

Premier trimestre 2011



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Sogué DIARISSO

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courriers.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie

Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Statistique

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

PREMIER TRIMESTRE 2011

() Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

■

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
PRINCIPAUX MESSAGES.....	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	5
1.1 – Activité économique dans le monde	5
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services.....	6
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires.....	6
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières.....	6
1.3 – Marchés financiers mondiaux.....	8
1.3.1 - Taux de change des principales devises.....	8
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux.....	9
II - CONJONCTURE INTERNE.....	10
2.1 – Secteur réel.....	10
2.1.1 - Activité économique.....	10
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité.....	13
2.2 – Finances Publiques.....	17
2.3 – Secteur extérieur.....	18
2.4 – Secteur monétaire et financier.....	18
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union.....	18
2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union.....	19
2.4.3 - Evolution du marché monétaire.....	20
2.4.4 - Evolution du marché financier.....	21
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires.....	22
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES.....	23
3.1 – Principales hypothèses.....	23
3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité.....	263,5
ANNEXES.....	26

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture internationale et interne. La majeure partie des informations sur la conjoncture interne sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

PRINCIPAUX MESSAGES

La **reprise économique mondiale** semble s'installer au premier trimestre de l'année 2011, malgré quelques inquiétudes liées à la hausse des cours du baril de pétrole brut, de ceux des matières premières et des denrées alimentaires ainsi qu'à l'impact sur l'économie mondiale des catastrophes naturelles survenues au Japon.

Au plan interne, la **conjoncture économique** dans les Etats membres de l'UEMOA a enregistré un ralentissement au premier trimestre 2011. Cette évolution est essentiellement imprimée par les évolutions constatées dans le secteur industriel, celui des BTP et celui du commerce.

L'évolution du niveau général des **prix à la consommation dans l'UEMOA** est marquée par la persistance des tensions inflationnistes, en rythme annuel au premier trimestre 2011. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 1,3% à fin septembre 2010 à 3,9% à fin décembre 2010 et se situe à 3,7% en mars 2011. La progression des prix résulte du renchérissement des denrées alimentaires et de la progression des prix des carburants dans la plupart des pays. Elle reflète également les tensions inflationnistes observées en Côte d'Ivoire.

La **position concurrentielle de l'Union**, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER) indique un ralentissement du gain de compétitivité à 2,6% au premier trimestre 2011, après celui de 6,5% au quatrième trimestre 2010, en relation avec la persistance des tensions inflationnistes au cours du trimestre sous revue.

Au plan de la **politique monétaire**, la Banque Centrale a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. En effet, elle a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire.

Les **conditions de banque** ont été marquées par une hausse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au premier trimestre 2011. Les taux d'intérêt débiteurs, hors prêts au personnel des banques, se sont situés en moyenne à 8,71% au premier trimestre 2011 contre 8,31% au trimestre précédent.

En **perspective**, les tensions inflationnistes devraient perdurer, puisque le taux d'inflation en moyenne se situerait à 4,0% au deuxième trimestre 2011 contre 3,8% au premier trimestre 2011. Cette évolution refléterait la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires. En corollaire, la position concurrentielle de l'Union se dégraderait au cours du prochain trimestre. En effet, une perte de compétitivité de 3,5% est attendue au deuxième trimestre 2011.

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 – Activité économique dans le monde

La conjoncture mondiale au cours du premier trimestre 2011 est marquée par les catastrophes naturelles au Japon qui devraient, en raison des interconnexions entre les économies, avoir des répercussions non négligeables sur les économies, et par l'envolée des cours du baril de pétrole qui semblent amorcer une évolution durable à la hausse (107 dollars pour le WTI et 117 dollars pour le brent au 31 mars 2011).

La fin du trimestre est marquée par les catastrophes naturelles du 11 mars au Japon et son impact sur les économies

L'inflation au niveau mondial atteindrait 4,5% en moyenne en 2011, contre 3,7% en 2010 et 2,5% en 2009. Cette remontée, qui concerne les économies aussi bien avancées qu'émergentes, est imputable à l'évolution à la hausse du prix des matières premières et des denrées alimentaires.

Aux Etats-Unis, il est relevé une poursuite de la reprise, au vu des comptes nationaux et des enquêtes récentes. Les événements au Japon et le renforcement de l'inflation, pourraient freiner temporairement l'activité industrielle et la consommation.¹ Sur le marché du travail, le redressement des effectifs prend de l'ampleur, et le taux de chômage diminue. La Réserve fédérale a conservé sa politique monétaire inchangée à court terme. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) trimestriel connaîtrait, en glissement annuel, un ralentissement à 2,3% au premier trimestre 2011, contre 3,1% au quatrième trimestre 2010².

Tensions inflationnistes liées à la reprise mondiale : hausse des cours des matières premières et des denrées alimentaires

L'activité économique de la **Zone euro** s'est accélérée au premier trimestre 2011. Les indicateurs avancés signalent que la croissance du PIB pourrait doubler, par rapport au rythme du quatrième trimestre 2010 (+0,5%, après 0,3% au trimestre précédent). Les exportations, qui constituent jusqu'à présent le moteur de la reprise, bénéficient toujours du redressement de l'économie mondiale et devraient continuer de soutenir l'activité économique. Cependant, la reprise dans la Zone euro semble avoir trouvé des bases plus solides, avec le renforcement de quelques unes des composantes de la demande intérieure.

Poursuite de la hausse des cours du baril de pétrole brut : 107 dollars pour le WTI et 117 dollars pour le brent au 31 mars 2011

En **Chine**, selon le Bureau National des Statistiques, la croissance économique est estimée, en glissement annuel, à 9,7% au premier trimestre 2011. Cette évolution du Produit intérieur brut s'accompagne, toutefois, d'un taux d'inflation de 5,4% en glissement annuel à fin mars 2011.

Au **Japon**, selon l'Organisation pour la Coopération et le Développement économiques (OCDE), la croissance économique serait de 0,8% en 2011 contre une estimation initiale de 1,7%, ceci en raison des retombées du séisme et du tsunami. En revanche, l'OCDE révisé en hausse sa prévision de croissance de l'économie japonaise en 2012, passant de 1,1% dans sa première estimation à 2,3%.

¹ La chute de l'activité dans l'Archipel depuis la mi-mars affecte le dynamisme des exportations américaines, dont 4,5% sont destinées au Japon. Par ailleurs, les entreprises qui ont recours à des inputs japonais spécifiques, notamment dans le secteur automobile sont parfois confrontées à des problèmes d'approvisionnement, qui brident leur activité.

² Selon le « Bureau of Economic Analysis » du Département du Commerce des Etats-Unis.

Les catastrophes, au-delà des pertes humaines, ont réduit le stock de capital (et donc la croissance potentielle). Elle ont également affecté la capacité de production d'électricité, qui selon le Ministère du Commerce devrait chuter de 25% et dont l'impact se fera sentir lors des pics de demande de l'été. Enfin, il n'existe pas encore une évaluation exacte des conséquences des fuites radioactives sur le commerce intérieur et extérieur d'un certain nombre de produits japonais.

1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires

Poursuite de l'accélération de l'inflation dans la Zone euro au premier trimestre 2011.

L'accélération de la hausse des prix dans la Zone euro, observée au quatrième trimestre 2010, s'est poursuivie au premier trimestre 2011. Le taux d'inflation en glissement annuel est ainsi passé de 1,8% à fin septembre 2010 à 2,2% à fin décembre 2010 et à 2,7% à fin mars 2011. La hausse des prix est liée essentiellement au renchérissement des combustibles liquides (31,2%), des carburants (15,4%), du gaz (9,0%), de l'électricité (6,8%) et du tabac (5,4%). La tendance haussière des prix à la consommation est également observée au Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel passant de 1,1% à fin septembre 2010 à 1,5% à fin décembre 2010 et à 2,7% à fin mars 2011.

Dans le sillage des tensions inflationnistes observées dans les économies développées, une accélération de l'inflation a été relevée dans les pays environnants de l'Union. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 9,1% à fin mars 2011 contre 8,6% à fin décembre 2010. Au Nigeria, le taux d'inflation est passé de 11,8% à fin décembre 2010 à 12,8% à fin mars 2011.

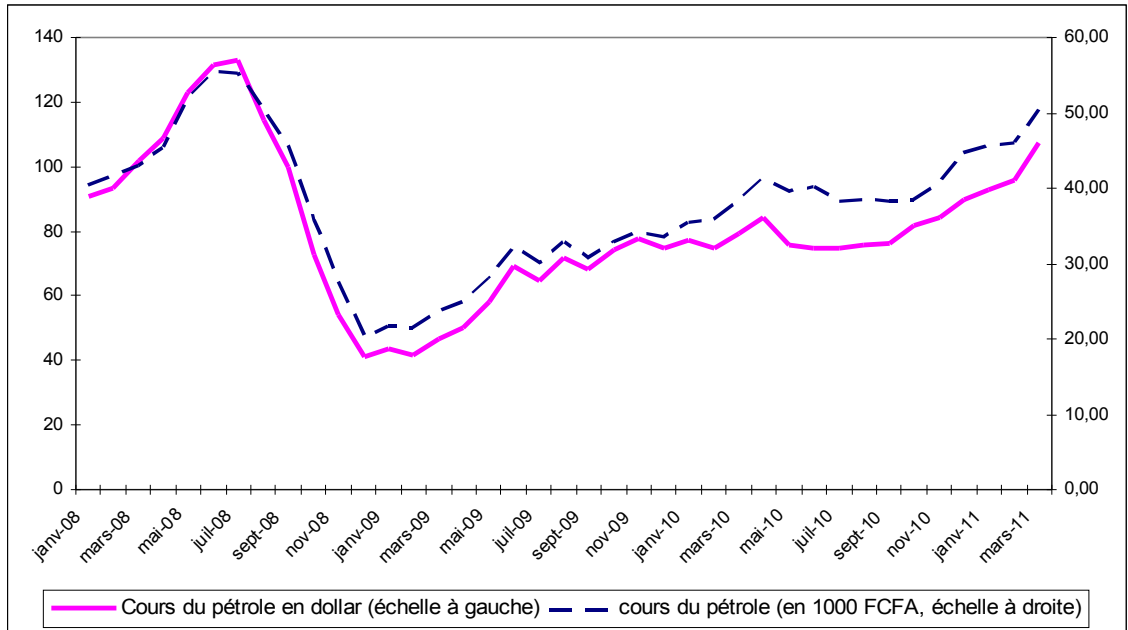
Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2009	2010	Mars - 10	déc-10	janv-11	Fév - 11	Mars -11
Zone euro	0,3	1,6	1,4	2,2	2,4	2,4	2,7
Etats-Unis	-0,3	1,6	2,3	1,5	1,6	2,1	2,7
Japon	-1,4	-0,7	-1,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	19,3	10,8	13,3	8,6	9,1	9,2	9,1
Nigeria	12,4	12,4	11,8	11,8	12,1	11,1	1,2,8
UEMOA	0,4	1,4	0,5	3,9	4,2	3,7	3,7

Sources : FMI, INS, BCEAO

1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Les cours du pétrole brut exprimés en dollars ont progressé au premier trimestre 2011. En effet, les cours se sont établis à 98,6 dollars au premier trimestre 2011 contre 85,4 dollars au trimestre précédent, soit une augmentation de 15,4%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont progressé de 14,6% au premier trimestre 2011.

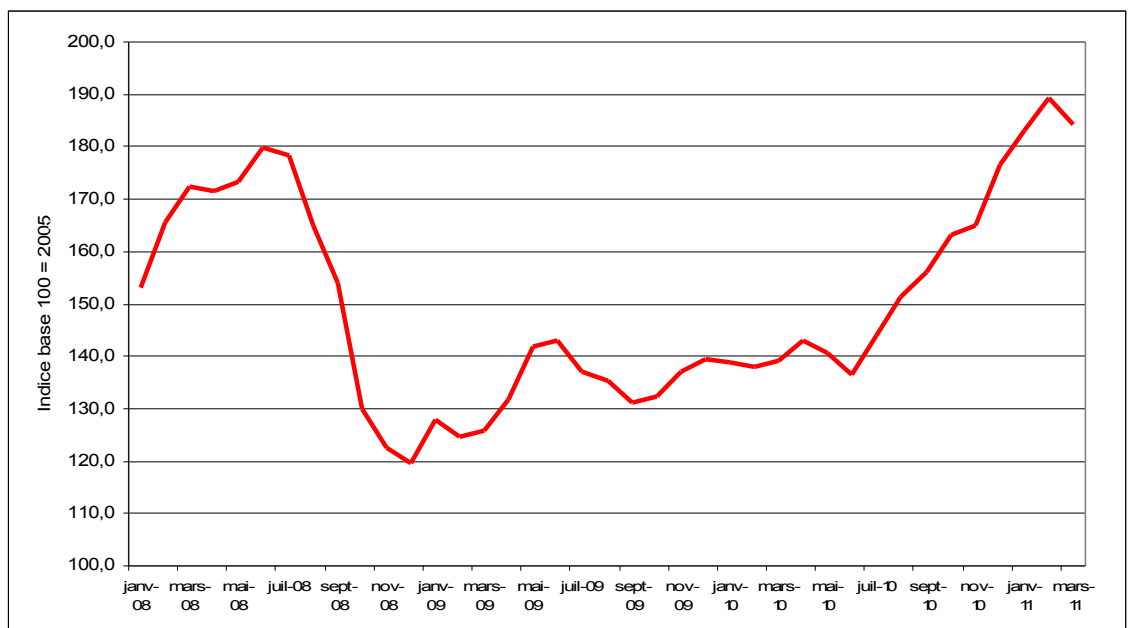
Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut



Renchérissement des cours mondiaux du blé, du lait et du sucre. Baisse des cours du riz

Par ailleurs, l'orientation haussière des cours internationaux des produits alimentaires, observée depuis le troisième trimestre 2010, s'est poursuivie au premier trimestre 2011. En effet, les cours mondiaux des denrées alimentaires ont enregistré une progression de 3,9% au premier trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent, imprimée par le renchérissement du blé (6,6%), du lait (5,2%) et du sucre (2,8%). En revanche, les cours du riz ont baissé de 0,3% au premier trimestre 2011.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



La hausse des cours du blé est liée à la baisse de la production mondiale de 4,7%, consécutive notamment à la sécheresse en Russie. Par ailleurs, la suspension des exportations, décidée en Russie et en Ukraine, a alimenté les spéculations sur les marchés internationaux du blé. En revanche, le reflux des prix internationaux du riz est imputable à une progression de la production de 2,4% et une offre de 598 millions de tonnes, excédant la demande estimée à 460 millions de tonnes.

Les prix du sucre et des produits laitiers se sont accrus, en raison d'un équilibre précaire entre l'offre et la demande. En particulier, pour le sucre, un déficit d'environ 4 millions de tonnes a été enregistré.

Poursuite de la hausse des cours du coton qui atteignent des niveaux records.

Les cours des principaux produits exportés par l'Union se sont inscrits en hausse au premier trimestre 2011. Par rapport au trimestre précédent, les cours du coton, du caoutchouc, du café et du cacao ont progressé respectivement de 37,8%, 22,9%, 21,2% et 12,6% au premier trimestre 2011.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA au premier trimestre 2011								
		1 T 2010	2 T 2010	3 T 2010	4 T 2010	1 T 2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	67,3	72,0	81,9	89,2	108,1	21,2	60,5
Cours du cacao	OICC en cents par livre	149,5	145,7	138,7	134,5	151,5	12,6	1,3
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	81,1	90,6	97,0	150,3	207,1	37,8	155,3
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	229,4	243,7	249,4	320,8	394,2	22,9	71,8

Sources : Reuters, BCEAO

1.3 – Marchés financiers mondiaux

1.3.1 - Taux de change des principales devises

Appréciation de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis et des autres monnaies notamment la livre sterling et le Yen japonais.

L'euro s'est appréciée de manière significative (+6,3%) au cours du premier trimestre 2011, passant de 1 euro pour 1,33 dollars à fin décembre 2010 à 1,42 dollars au 31 mars 2011. Dans ce sillage, il est relevé une hausse de la valeur des autres monnaies, notamment le yen japonais (+8,2%) et la livre sterling (+2,7%).

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises								
	Cours au 31/03/2011	Cours au 31/12/2010	Cours au 31/03/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010	
EURO en DOLLAR US	1,4207	1,3362	1,3479	6,3	5,4	6,3	-7,2	
EURO en LIVRE STERLING	0,8837	0,8608	0,8898	2,7	-0,7	2,7	-3,1	
EURO en YEN japonais	117,61	108,65	125,93	8,2	-6,6	8,2	-18,4	

Sources : Reuters, BCEAO

* cours au 31/03/2011 comparé au 31/12/2010

Le contraste entre la politique monétaire accommodante, menée par la Réserve fédérale, et plusieurs autres banques centrales, dont la BCE, qui ont nettement modifié leur discours et parfois commencé à relever leurs taux directeurs, a pesé sur le dollar au cours des derniers mois. Cette différenciation en matière de politique monétaire devrait contribuer à affaiblir davantage le dollar contre l'euro à court terme.

Les analystes estiment que le statu quo maintenu par la Réserve fédérale américaine ne devrait pas durer. L'euro étant au-dessus du niveau de parité de pouvoir d'achat calculé par l'OCDE (1,25\$).

Le dilemme pour la Banque Centrale Européenne sera de faire face à l'inflation, dont les effets sont déjà perceptibles, d'une part, sans porter un frein à la reprise économique et, d'autre part, en tenant compte de la situation des économies périphériques (Portugal, Irlande), dont les coûts de refinancement, déjà élevés, vont se renchérir.

1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Poursuite de l'embellie des principales places boursières au cours du trimestre sous revue.

Les principales places boursières européennes, américaines affichent une poursuite de l'embellie observée au quatrième trimestre 2010. En effet, elles ont enregistré une hausse de leurs indices au cours de la période sous revue.

En revanche, le Nikkei 225, a enregistré une baisse de 4,6% au cours du trimestre, due aux catastrophes du 11 mars 2011 et à leur impact sur l'économie japonaise.

Tableau 4 : Evolution des principaux indicateurs sur les marchés boursiers internationaux

		Cours au 31/03/2011	Cours au 31/12/2010	Cours au 31/03/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010
S&P 500	USA	1 309,7	1 257,6	1 169,4	4,1	12,0	4,1	12,8
Dow Jones Industrial	USA	12 319,7	11 577,5	10 856,6	6,4	13,5	6,4	11,0
EuroStoxx 50	Zone euro	2 911,3	2 792,8	2 931,2	4,2	-0,7	4,2	-5,8
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 908,7	5 899,9	5 679,6	0,1	4,0	0,1	9,0
NIKKEI 225	Japon	9 755,1	10 228,9	11 089,9	-4,6	-12,0	-4,6	-3,0
HANG SENG	Hong Kong	23 158,7	23 035,5	21 239,4	0,5	9,0	0,5	5,3
Nigeria Stock Exchange	Nigéria	27 585,0	24 810,8	25 966,3	11,2	6,2	11,2	19,1

Sources : Reuters, BCEAO

* cours au 31/03/2011 comparé au 31/12/2010

Les progressions les plus significatives au cours du trimestre sous revue sont enregistrées par les places boursières américaines (S&P 500 et Dow Jones industrial) et de la Zone euro, notamment l'EuroStoxx 50 et le Nigeria Stock Exchange.

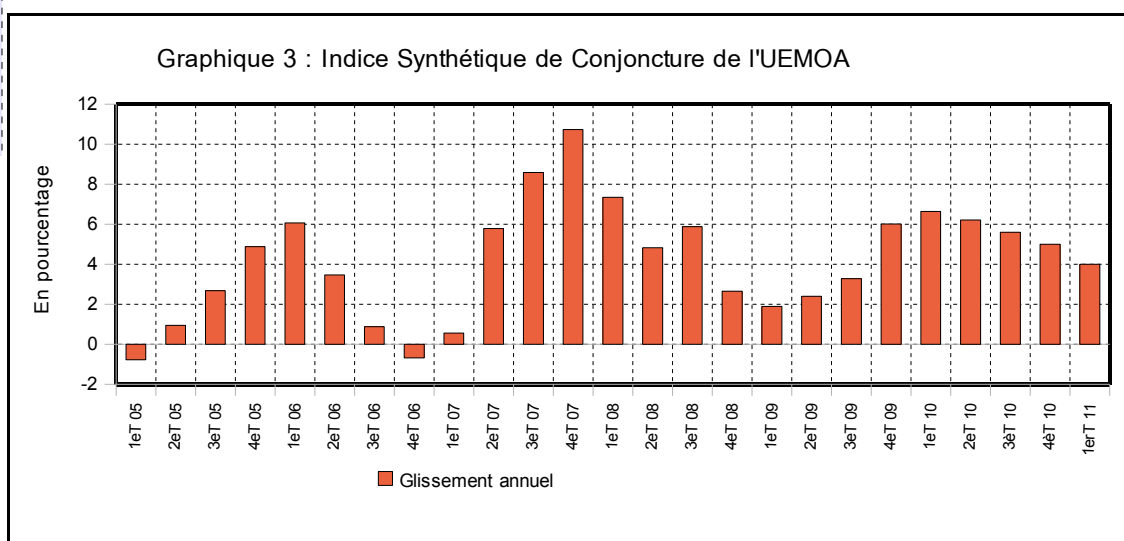
II - CONJONCTURE INTERNE

2.1 – Secteur réel

2.1.1 - Activité économique

Conjoncture économique moins favorable dans l'UEMOA au premier trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre 2010.

L'activité économique, appréciée par l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC), a enregistré un ralentissement dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. Cette contre-performance est essentiellement imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs de l'industrie, des BTP et des services³.



a) Activité industrielle

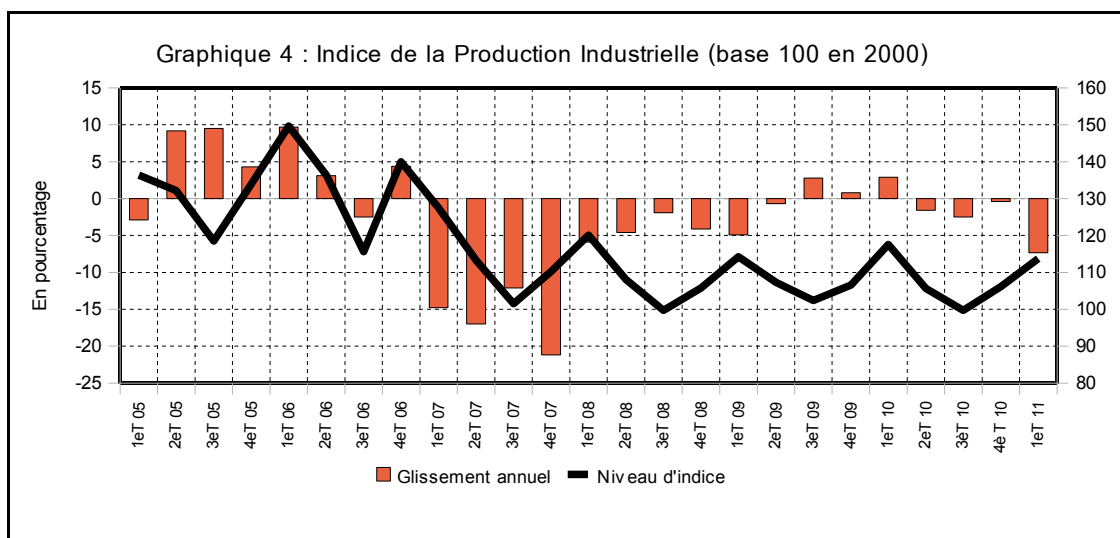
Repli marqué de la production industrielle au cours de la période sous revue, dû aux activités extractives et manufacturières.

Le ralentissement de la production industrielle, observé depuis le deuxième trimestre 2010, s'est poursuivi au cours du premier trimestre 2011. En effet, l'indice de la production industrielle dans l'UEMOA s'est replié, en glissement annuel, de 7,3% au premier trimestre 2011, après le recul de 0,4% enregistré le trimestre précédent. Cette situation est due à la contre-performance relevée dans les industries extractives (-12,9%) et manufacturières (-3,9%), atténuée par la progression de 13,8% de l'activité dans la branche électricité, gaz et eau.

La diminution de l'activité des industries extractives est liée au reflux des activités d'extraction de pétrole brut et de gaz naturel en Côte d'Ivoire (-10,6%), d'or au Mali (-30,4%) et de phosphates au Togo (-0,7%).

Le repli de la production manufacturière est le reflet des évolutions constatées au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali. Cette évolution s'explique par le tassement de la production de denrées alimentaires et de boissons (-8,8%), ainsi que des textiles (-19,3%).

3 Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions.



L'indice de la production industrielle a baissé de 16,5% au Niger, de 16,2% au Mali, de 15,2% en Côte d'Ivoire et de 1,5% au Burkina. En revanche, l'indicateur a progressé de 26,6% au Bénin, 8,9% au Sénégal, 3,3% en Guinée-Bissau et 2,2% au Togo.

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	4ème T 2010	1er T 2011	1er T 2010	4ème T 2010	1er T 2011	2010	2011 (*)
Bénin	-12,8	50,4	15,1	-15,8	26,6	-1,7	26,6
Burkina	53,6	69,5	34,0	-41,9	-1,5	2,4	-1,5
Côte d'Ivoire	-4,7	-10,2	-6,5	-5,5	-15,2	-6,8	-15,2
Guinée-Bissau	8,2	13,8	-1,6	-9,2	3,3	3,9	3,3
Mali	23,4	55,9	-18,2	-46,2	-16,2	2,4	-16,2
Niger	25,8	-33,9	25,3	26,3	-16,5	36,1	-16,5
Sénégal	13,7	3,6	5,6	5,0	8,9	-0,8	8,9
Togo	11,8	-11,5	-6,3	15,5	2,2	10,4	2,2
UEMOA	6,4	7,2	-1,0	-13,5	-7,3	-1,2	-7,3

Sources : BCEAO

* moyenne sur les trois premiers mois de l'année

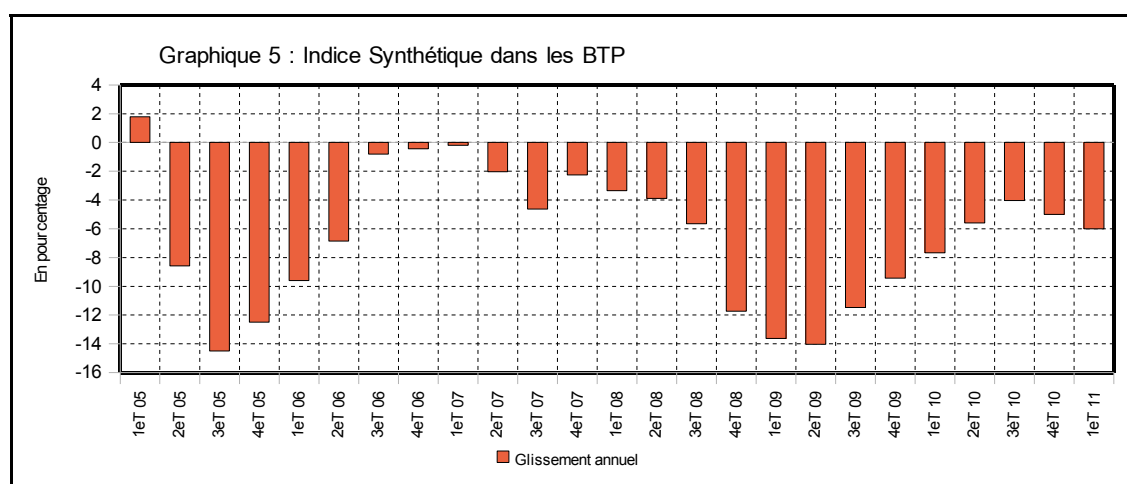
En moyenne sur les trois premiers mois de l'année 2011, la production industrielle enregistrerait, selon les estimations, un repli de 7,3%, après la baisse de 1,2% en 2010.

Baisse de l'activité dans les BTP dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Mali et du Niger où elle s'est améliorée.

b) Bâtiments et travaux publics

De l'avis des chefs d'entreprise, la baisse en variation annuelle de l'activité dans les BTP s'est accentuée au premier trimestre 2011. Cette situation est en rapport avec le repli marqué dans les mises en chantier et les difficultés de trésorerie.

L'activité dans les BTP demeure morose au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Une stagnation de l'activité des BTP est enregistrée au Burkina et au Sénégal. En revanche, en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger, un dynamisme de l'activité des BTP a été relevé.



d) Activité commerciale

Hausse de l'activité dans le secteur du commerce.

L'activité dans le secteur tertiaire, appréciée à travers l'évolution de l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce de détail, a connu une embellie au premier trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. L'indice du chiffre d'affaires s'est orienté, en glissement annuel, en hausse de 16,9% au premier trimestre 2011, après la progression de 7,7% enregistrée un trimestre plus tôt. Cette évolution résulte de l'accélération des ventes notamment des produits pétroliers, des articles textiles, ainsi que de celle des produits pharmaceutiques et cosmétiques.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) au premier trimestre 2011

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	4ème T 2010	1er T 2011	1er T 2010	4ème T 2010	1er T 2011	2010	2011 (*)
Bénin	0,5	-8,8	4,6	-11,2	-11,1	-3,2	-11,1
Burkina	60,2	-22,3	-4,6	49,6	46,4	16,1	46,4
Côte d'Ivoire	3,1	-1,4	8,3	1,4	7,1	7,2	7,1
Guinée-Bissau	22,0	-3,4	-12,2	4,8	18,3	-7,4	18,3
Mali	10,1	6,2	-11,7	39,6	42,6	12,2	42,6
Niger	2,9	14,2	11,4	1,7	38,1	9,9	38,1
Sénégal	2,5	0,8	3,6	13,0	20,3	14,3	20,3
Togo	-12,6	0,7	-16,9	-1,4	20,1	-1,3	20,1
UEMOA	3,7	0,0	1,7	7,7	16,9	7,9	16,9

Sources : BCEAO

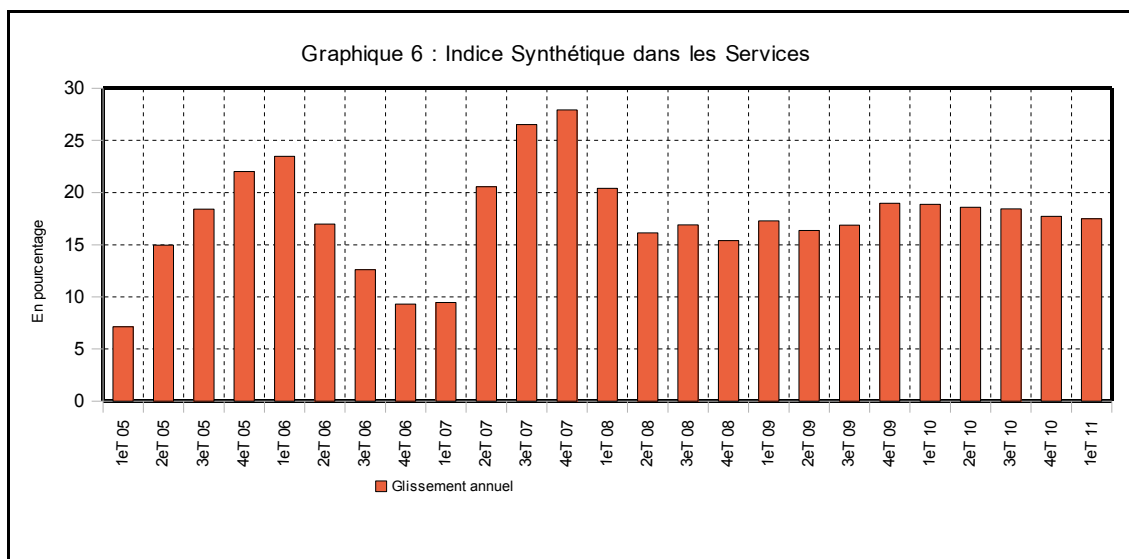
* moyenne sur les trois premiers mois de l'année

Au premier trimestre 2011, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, au Burkina (+46,4%), au Mali (+42,6%), au Niger (+38,1%), au Sénégal (+20,3%), au Togo (+20,1%), en Guinée-Bissau (+18,3%) et en Côte d'Ivoire (+7,1%). En revanche, les chiffres d'affaires ont baissé au Bénin (-11,1%). En moyenne, sur les trois mois de l'année 2011, le volume des transactions commerciales enregistrerait une progression de 16,9%, après celle de 7,9% en 2010.

Rythme moins soutenu de la hausse du volume des prestations de service au cours du trimestre.

d) Services marchands

L'activité économique dans les services marchands s'est accrue en glissement annuel au premier trimestre 2011 à un rythme toutefois moindre comparé au trimestre précédent. La hausse de l'activité est imputable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



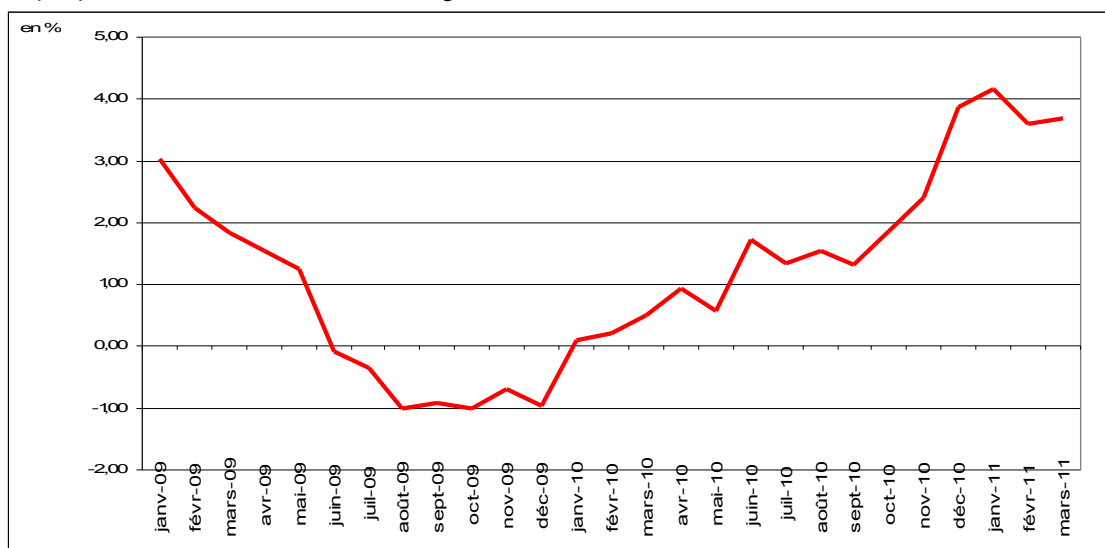
Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse en glissement annuel, au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands est restée inchangée en Côte d'Ivoire, au Bénin, en Guinée-Bissau et au Mali.

2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

Persistance des tensions inflationnistes dans l'Union au premier trimestre 2011.

Une persistance des tensions inflationnistes a été observée au premier trimestre 2011, à la suite de l'accélération de l'inflation observée au dernier trimestre de l'année 2010. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 1,3% à fin septembre 2010 à 3,9% à fin décembre 2010 et 4,2% à fin janvier 2011, avant de se situer à 3,7% à fin février et fin mars 2011. La progression des prix résulte du renchérissement des denrées alimentaires et des carburants dans la plupart des pays.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

La composante « Alimentation » avec une contribution de 2,5 points de pourcentage, explique environ 70% de la hausse des prix à fin mars 2011. Les augmentations des prix observées pour les produits alimentaires importés concernent principalement le riz, le lait, l'huile et le blé. Pour les produits alimentaires locaux, les prix du poisson, des légumes et des tubercules ont enregistré des hausses significatives. En revanche, les prix des céréales locales sont stables, en rapport avec la progression de la production céréalière dans l'Union.

Les composantes « Restaurants et Hôtels » et « Transport » ont contribué chacune à hauteur de 0,4 point de pourcentage à la hausse des prix à fin mars 2011, en relation respectivement avec l'augmentation des frais de restauration en Côte d'Ivoire et au Togo, ainsi que le renchérissement des carburants dans tous les pays. Par ailleurs, la rubrique « Logement » a contribué à hauteur de 0,3 point de pourcentage à l'inflation, en rapport avec le renchérissement du pétrole lampant et du gaz. L'évolution des composantes « Transport » et « Logement » est liée au renchérissement, en glissement annuel, des produits pétroliers induit par la remontée des cours du pétrole brut. Les prix du pétrole brut en mars 2011 ont augmenté de 35,1% par rapport à leurs niveaux de la même période de 2010. En tenant compte de l'impact de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, la progression en glissement annuel des cours mondiaux du pétrole brut en FCFA est de 31,1%.

Tableau 7 : Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)					
Fonctions	Mars -10	Déc -10	janv-11	fév-11	mars-11
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,5	2,9	3,0	2,5	2,5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Logement	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3
Ameublement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,0	0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4
Communication	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2
Loisirs et culture	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,2	0,5	0,5	0,4	0,4
Autres biens	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Ensemble	0,5	3,9	4,2	3,7	3,7

Sources : BCEAO, INS

En revanche, la composante communication a atténué la progression des prix de 0,2 point de pourcentage. La baisse des prix des communications téléphoniques est observée notamment au Bénin, au Burkina et au Niger.

Les taux d'inflation les plus élevés sont observés en Côte d'Ivoire (5,1%) et en Guinée-Bissau (5,0%). L'inflation en glissement annuel à fin mars 2011 se situe à 3,8% au Niger, 3,6% au Togo, 3,2% au Sénégal, 2,2% au Bénin, 1,5% au Mali et 1,3% au Burkina.

Tableau 8: Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)					
Pays	mars-10	déc-10	janv-11	fév-11	mars-11
Bénin	3,0	4,0	5,1	3,3	2,2
Burkina	-0,5	-0,3	1,2	0,4	1,3
Côte d'Ivoire	0,3	5,1	4,6	5,1	5,1
Guinée-Bissau	0,5	5,6	5,3	4,1	5,0
Mali	2,0	1,8	3,6	1,7	1,5
Niger	-0,3	2,6	4,5	2,7	3,8
Sénégal	-0,7	4,3	4,0	3,7	3,2
Togo	2,0	3,8	4,7	3,4	3,6
UEMOA	0,5	3,9	4,2	3,7	3,7

Sources : BCEAO, INS

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre que la hausse du taux d'inflation est imputable à la fois aux prix des produits locaux et à ceux des biens importés. La progression des prix s'est située à 3,5% à fin mars 2011 pour les biens produits localement, en liaison avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment les produits de la pêche, les tubercules et les légumes. La hausse des prix est ressortie à 4,1% pour les biens importés, en rapport essentiellement avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires importés (lait, huile, sucre, etc.).

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 2,5 points et 1,2 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin mars 2011.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Pondération (en %)	mars-10	déc-10	janv-11	fév-11	mars-11
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,68	0,9	4,4	4,3	3,6	3,5
	Produits importés	27,32	-0,3	2,6	3,7	3,9	4,1
	Inflation globale	100	0,5	3,9	4,2	3,7	3,7
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,68	0,6	3,2	3,2	2,6	2,5
	Produits importés	27,32	-0,1	0,7	1,0	1,1	1,2

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits (biens ou services) indique que la progression des prix est imprimée principalement par celle des biens. La hausse des prix des biens s'est située à 4,8% à fin mars 2011 contre 5,9% à fin décembre 2010, en liaison notamment avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires.

La hausse en glissement annuel des prix des services s'est établie à 1,8% à fin mars 2011 contre 1,1% à fin décembre 2010. Cette évolution est liée au renchérissement en rythme annuel des frais de restauration et des coûts des transports, atténué par la baisse du coût des communications téléphoniques. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 0,8 point et 2,9 points de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2011.

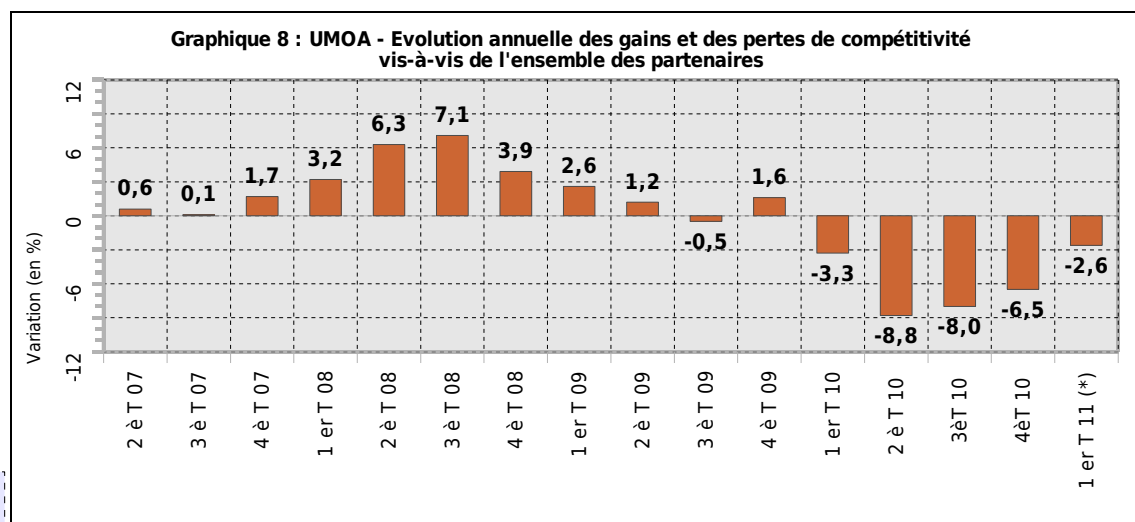
Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services							
	Composantes	Pondération (en %)	mars-10	déc-10	janv-11	fév-11	mars-11
Variations annuelles (en %)	Biens	60,12	1,0	5,9	5,9	4,9	4,8
	Services	39,88	-0,8	1,1	1,4	1,5	1,8
	Inflation globale	100	0,5	3,9	4,2	3,7	3,7
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,12	0,9	3,5	3,6	3,0	2,9
	Services	39,88	-0,4	0,4	0,6	0,7	0,8

Sources : BCEAO, INS.

Les prix des produits frais et des produits énergétiques, qui sont les plus volatils, ont enregistré des hausses respectives, en rythme annuel, de 7,2% et 3,5% à fin mars 2011. Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, s'est inscrit en hausse. En glissement annuel, il se situe à 2,5% à fin mars 2011 contre 1,8% à fin décembre 2010.

Gain de compétitivité pour l'UEMOA au premier trimestre 2011.

En glissement annuel, les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité au premier trimestre 2011. Toutefois, l'amélioration de la position concurrentielle est moindre que celle enregistrée un trimestre plus tôt. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel indique un gain de compétitivité de 2,6% au premier trimestre 2011, après celui de 6,5% observé au quatrième trimestre 2010. Ce ralentissement est le résultat notamment de la persistance des tensions inflationnistes enregistrées dans l'Union qui ont réduit le différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA.



Sources : BCEAO.

(*) Estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

Dépréciation du taux de change effectif nominal et écart d'inflation favorable à l'UEMOA.

Le gain de compétitivité enregistré au cours du trimestre sous revue s'explique par une dépréciation du taux de change effectif nominal de 2,1%, conforté par le différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA de 0,5 point de pourcentage.

Tableau 11 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)

Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2010	2011 (*)	3 ^{ème} T 2010	4 ^{ème} T 2010	1 ^{er} T 2011 (*)	3 ^{ème} T 2010	4 ^{ème} T 2010	1 ^{er} T 2011 (*)	A fin déc. 2010	A fin mars 2011 (*)
Partenaires industrialisés	-1,7	1,4	0,7	0,4	0,9	-2,6	-1,3	0,4	-19,2	-18,5
Pays de la Zone euro	-0,2	1,1	1,0	-0,4	0,9	-0,3	0,7	1,3	-19,7	-19
Partenaires environnants	-14,8	-5,1	-2,2	-0,8	2,7	-15,5	-15,7	-7,4	-54,9	-53,7
Pays asiatiques	-13,2	0,7	0,3	1,2	1,8	-15,9	-13,8	-6,8	-29,0	-27,7
Pays UE25	-0,8	1,0	0,8	-0,2	0,8	-0,8	0,2	0,9	-20,4	-19,8
Pays émergents	-14,2	0,4	0,3	1,7	1,0	-16,4	-13,1	-6,8	-26,6	-25,9
Pays africains de la Zone franc	1,7	4,2	0,9	0,1	1,0	1,9	3,4	4,5	1,4	2,4
Tous partenaires confondus	-6,9	0,1	0,1	0,5	1,2	-8,0	-6,5	-2,6	-27,5	-26,7

Source : BCEAO

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

L'amélioration de la position concurrentielle est observée par rapport à tous les groupes de partenaires, à l'exception des pays africains de la Zone franc, des pays industrialisés et de la Zone euro. Une dépréciation du taux de change effectif réel est enregistrée vis-à-vis des Etats environnants (-7,4%), des pays asiatiques (-6,8%) et des partenaires émergents (-6,8%). En revanche, une perte de compétitivité est constatée à l'égard des pays africains de la Zone franc (4,5%) et vis-à-vis des pays industrialisés (-0,4%). En particulier, l'Union enregistre une perte de compétitivité de 1,3% à l'égard de la Zone euro.

Gain de compétitivité observé dans tous les pays de l'UEMOA.

Au premier trimestre 2011, en glissement annuel, tous les pays de l'Union enregistrent une amélioration de leur position concurrentielle. Cette dernière atteindrait 5,3% au Bénin, 4,8% au Togo, 4,6% au Niger, 3,5% au Burkina, 2,9% en Guinée-Bissau, 1,2% au Mali, 1,0% en Côte d'Ivoire et 0,4% au Sénégal.

2.2 – Finances Publiques

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union se sont chiffrées, à fin mars 2011, à 1.061,0 milliards contre 973,1 milliards un an plus tôt, en liaison avec la hausse respective de 7,7% et 23,5% des recettes fiscales et non fiscales. Cette évolution s'est ressentie de la reprise de l'économie mondiale, suite aux effets de second tour des crises financière et économique de 2009, induisant une forte progression du recouvrement des droits de douane.

Quant aux dépenses et prêts nets, ils se sont accrus de 8,1%, en passant de 1.046,9 milliards au premier trimestre 2010 à 1.132,1 milliards sur la même période de l'année 2011. Cette situation est en relation principalement avec la hausse des dépenses courantes qui ont enregistré une augmentation de 8,3%. Les dépenses en capital sont passées de 339,7 milliards en mars 2010 pour s'établir à 384,5 milliards en mars 2011, en rapport avec la reprise de certains programmes et projets d'investissement dans les infrastructures de transport routier, notamment au Mali, au Sénégal et au Togo, réalisant ainsi un accroissement de 13,2%.

Aggravation du déficit public des Etats de l'UEMOA à fin mars 2011.

Ainsi, l'exécution des opérations financières des Etats à fin mars 2011 est caractérisée globalement par une aggravation des déficits publics, en liaison avec une expansion plus marquée des dépenses en dépit d'une amélioration sensible du recouvrement des prélèvements obligatoires. Toutefois, ces contraintes financières ont été atténuées par une hausse des ressources extérieures, notamment les dons projets et les appuis budgétaires reçus des partenaires au développement, en soutien aux programmes économiques exécutés par les pays de l'Union. Les ressources extérieures mobilisées se sont chiffrées à 103,5 milliards à fin mars 2011 contre 82,1 milliards un an auparavant, soit un accroissement de 21,4 milliards.

Au total, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est situé à 174,7 milliards au cours du premier trimestre de l'année 2011 contre 155,9 milliards un an auparavant.

2.3 – Secteur extérieur⁴

Le déficit de la balance commerciale ressortirait à 1.991,2 milliards au premier trimestre 2011, en aggravation de 361,9 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est imputable au repli des recettes d'exportations (-737,0 milliards), largement plus importante que celui de la facture des importations (-375,1 milliards).

En effet, les importations ressortiraient à 3.651,2 milliards au cours du premier trimestre 2011, en baisse de 9,3%, en relation principalement avec la diminution sensible des commandes enregistrées en Côte d'Ivoire. Toutefois, le repli des importations a été atténué par le renchérissement des principales denrées importées.

Les exportations, pour leur part, s'inscriraient en recul de 30,7%, passant de 2.397,0 milliards au quatrième trimestre 2010 à 1.660,0 milliards au premier trimestre 2011. Cette évolution traduit la baisse significative des quantités de cacao et de café exportés. Elle a été atténuée par la hausse des cours des principales matières premières exportées, notamment le coton, le caoutchouc, la noix de cajou, le cacao et le café.

2.4 – Secteur monétaire et financier

Hausse de la masse monétaire en glissement annuel à fin décembre 2010 comparée à fin septembre 2010.

2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

La masse monétaire dans l'UEMOA s'est accrue à fin décembre 2010, comparée à fin septembre 2010, poursuivant ainsi sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 8,4% pour se fixer à 12.329,9 milliards à fin décembre 2010 contre 11.370,1 milliards à fin septembre 2010 et 10.653,3 milliards un an plus tôt.

⁴ Estimations pour l'ensemble des pays au premier trimestre 2011 et pour la Côte d'Ivoire et le Togo au quatrième trimestre 2010. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional durant la période sous revue.

Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 5,3% à 4.406,7 milliards, de même que les dépôts à terme qui ont augmenté de 4,9%, pour s'établir à 4.301,2 milliards au cours de la période sous revue.

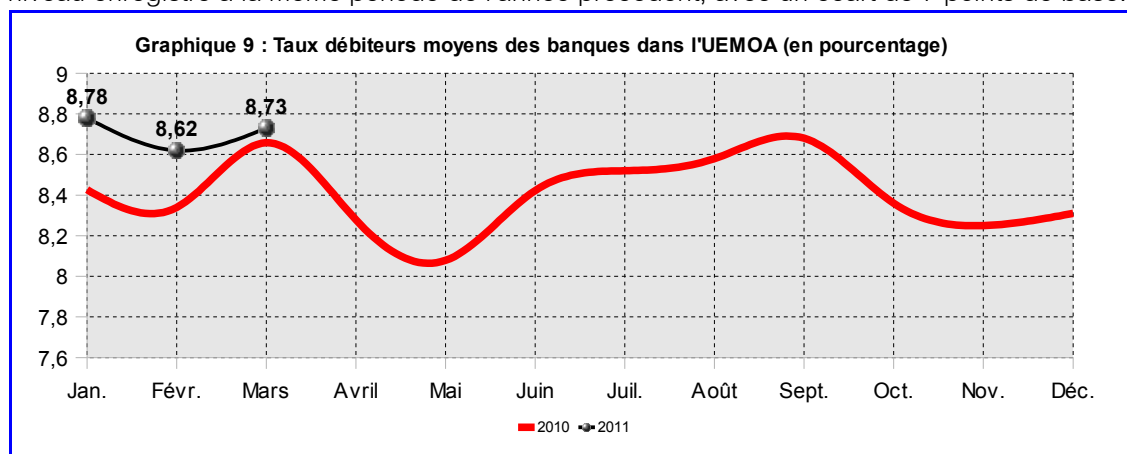
Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin décembre 2010, une progression de 8,0% par rapport à fin septembre 2010, pour se situer à 5.645,8 milliards. Cette évolution est liée à une progression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. Ceux des banques ont, en revanche, sensiblement diminué.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 8.649,0 milliards à fin décembre 2010 contre 8.076,2 milliards à fin septembre 2010, en hausse de 7,1%. Cette situation traduit l'accroissement des concours au secteur privé de 6,3% et des créances nettes aux Etats de 10,2%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 4,6% des crédits à moyen et long terme et de 7,5% des concours à court terme.

2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Hausse des taux d'intérêt débiteurs en variation trimestrielle.

Les résultats de l'enquête sur les conditions des banques⁵ indiquent une augmentation globale des taux d'intérêt débiteurs par rapport au trimestre précédent. En effet, le taux moyen pondéré par le volume des crédits mis en place, indicateur de référence de la BCEAO, s'est situé à 8,71% au premier trimestre 2011 contre 8,31% au quatrième trimestre 2010, soit une augmentation de 40 points de base. Le taux d'intérêt débiteur ressort ainsi au dessus de son niveau enregistré à la même période de l'année précédent, avec un écart de 7 points de base.



L'augmentation des taux a concerné principalement les entreprises individuelles, les entreprises privées du secteur productif et la clientèle financière des banques. Selon l'objet du crédit bancaire, le taux des facilités de trésorerie a augmenté (+7 points de base), pour se situer à 8,35% et le taux appliqué aux crédits à l'exportation s'est accru de 59 points de base pour ressortir à 9,31%. Le taux appliqué aux crédits de consommation s'est stabilisé autour de 10,47% tandis que celui appliqué aux crédits d'équipement a baissé de 26 points de base, pour s'établir à 9,56%.

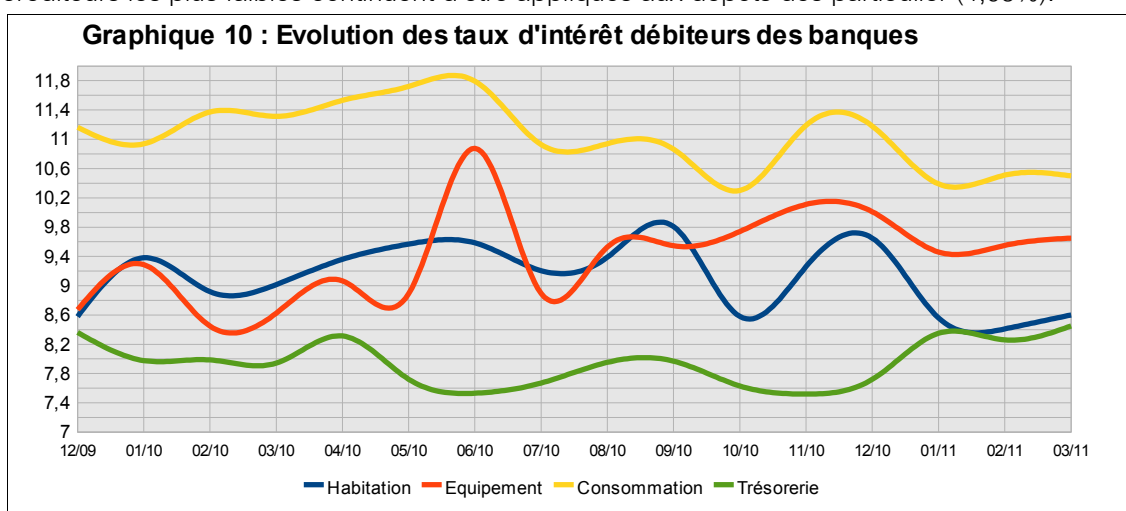
5 Les données du mois de mars 2011 sont provisoires.

La hausse des taux d'intérêt a concerné principalement les concours de court terme. La hausse la plus significative a été notée sur les crédits de moins de trois mois (+87 points de base) dont le taux d'intérêt moyen a atteint 8,39%. En revanche, les taux appliqués aux crédits de maturité comprise entre un an et cinq ans ont diminué au cours du premier trimestre 2011.

Poursuite de la stabilité des taux créditeurs.

En ce qui concerne les taux créditeurs, les résultats de l'enquête montrent une poursuite de la stabilité par rapport aux trimestres précédents. Sur la période sous revue, le taux moyen créditeur, pondéré par les dépôts effectués, s'est établi à 5,15% contre 5,17% au trimestre précédent. Cette stabilité du taux de rémunération est le résultat d'une évolution contrastée par catégorie de client. En effet, le taux appliqué sur les dépôts de la clientèle financière des banques a augmenté de 53 points de base pour se situer à 5,81% alors que les dépôts des entreprises individuelles ont vu leur rémunération diminuer de 55 points de base pour s'établir à 4,36% au cours du premier trimestre 2011.

Ainsi, au premier trimestre 2011, les placements les mieux rémunérés sont ceux effectués par la clientèle financière des banques (5,81%) et les sociétés d'Etat (5,49%). A l'inverse, les taux créditeurs les plus faibles continuent d'être appliqués aux dépôts des particulier (4,63%).

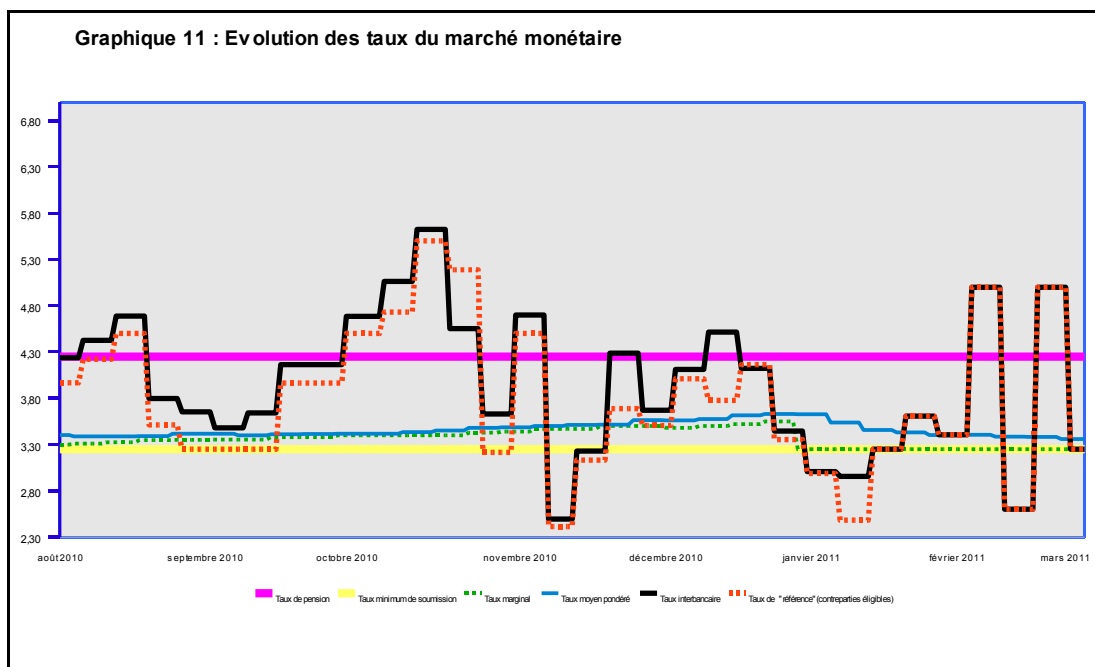


2.4.3 - Evolution du marché monétaire

Poursuite des opérations d'injection de liquidités, à échéances d'une semaine et un mois.

Le premier trimestre 2011 a été caractérisé par la poursuite de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire et ses implications sur le paysage bancaire, dont une baisse des opportunités d'emplois pour les banques. Dans ce contexte, la liquidité bancaire dans l'UEMOA est ressortie en accroissement par rapport au dernier trimestre de l'année précédente. La BCEAO a poursuivi ses opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité, en tenant compte de la demande des banques, et le montant hebdomadaire mis en adjudication a été globalement maintenu à 210 milliards. Ces opérations d'injection ont été réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission demeuré inchangé à 3,25%. Le taux moyen pondéré hebdomadaire est ressorti à 3,41% contre 3,52% au trimestre précédent.

Sur le guichet à un mois, le volume moyen mensuel injecté est ressorti à 133,3 milliards contre 116,7 milliards au quatrième trimestre 2010. Le taux moyen pondéré s'est légèrement accru en se situant à 3,70% au premier trimestre 2011 contre 3,64%, en moyenne, au cours du quatrième trimestre 2010.



Les transactions sur le marché interbancaire ont enregistré un repli par rapport au trimestre précédent. En effet, sur ce marché, le volume moyen hebdomadaire des opérations a baissé à 23,17 milliards contre 32,71 milliards au trimestre précédent. Cette baisse a concerné la plupart des compartiments du marché. En particulier, le volume moyen hebdomadaire des opérations sur le compartiment à une semaine a diminué pour se situer à 9,22 milliards contre 21,52 milliards au quatrième trimestre 2010.

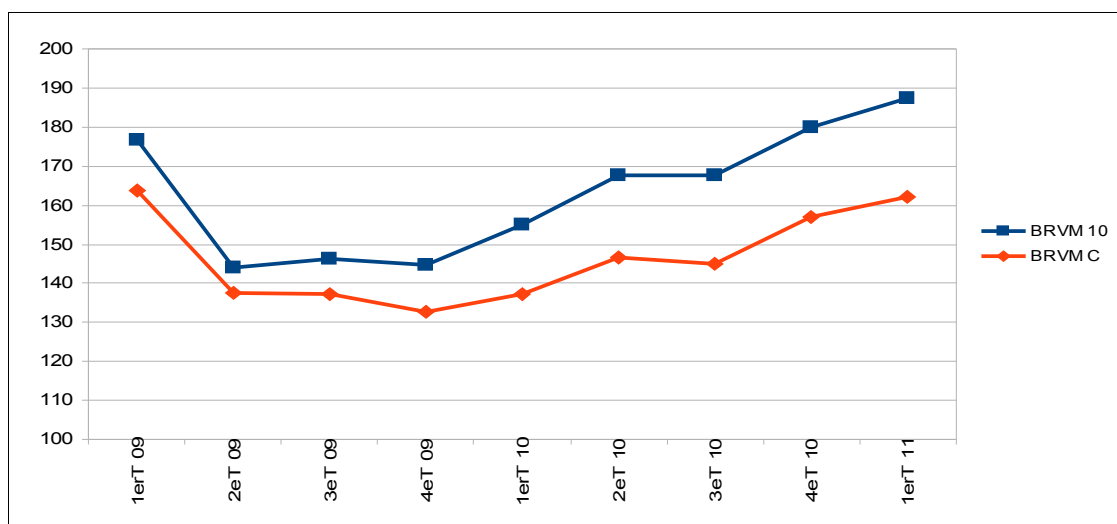
Les taux d'intérêt du marché interbancaire ont continué d'enregistrer de fortes fluctuations. La tendance baissière, observée au cours des trimestres précédents, s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2011. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, s'est établi en moyenne à 4,13% au premier trimestre 2011 contre 4,17% au quatrième trimestre 2010. La baisse des taux interbancaires a été plus marquée sur le compartiment à une semaine, sur lequel la moyenne trimestrielle est ressortie à 3,64% au premier trimestre 2011 contre 4,09% le trimestre précédent, demeurant globalement à l'intérieur du corridor constitué par le taux de facilité de prêt marginal et le taux minimum de soumission.

2.4.4 - Evolution du marché financier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du premier trimestre 2011, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM10 s'est apprécié de 4,3% pour se fixer à 187,4 points contre 179,8 points au quatrième trimestre 2010 et 154,9 points un an plus tôt. Pour sa part, l'indice BRVM composite a progressé de 3,3% à 162,0 points contre 156,8 points au quatrième trimestre 2010 et 137,4 points au premier trimestre 2010.

Graphique 12 : Evolution trimestrielle de la BRVM



La capitalisation boursière du marché est ressortie à 4.164,6 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.443,0 milliards à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 21,0%. Cette progression de la capitalisation boursière est due essentiellement à l'accroissement de 20,9% du marché des actions et de 21,1% du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une progression de 7,3% au premier trimestre, liée à la hausse de 3,9% de la capitalisation du marché des actions et de 33,1% de celle du marché obligataire.

2.4.5 - Evolution des conditions monétaires⁶

Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA : baisse du taux d'intérêt et de l'indice du TCEN.

Au cours du trimestre sous revue, en glissement annuel, les conditions monétaires se sont assouplies de 0,49% dans le sillage de la tendance observée depuis le deuxième trimestre 2009. Ce résultat est lié au repli de l'indice du taux de change effectif nominal de 2,10% et de celui de 0,05 point de pourcentage, du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour.

Le repli du taux de change effectif nominal de l'Union au premier trimestre 2011 provient de la dépréciation de l'euro, monnaie ancre du FCFA, par rapport au dollar des Etats-Unis, et à l'égard des devises de la plupart des partenaires commerciaux.

⁶ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1 – Principales hypothèses

L'évolution de l'environnement international est caractérisée par le dynamisme de l'activité économique attendu en 2011, ainsi que les tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers. En effet, les dernières prévisions du FMI tablent sur une croissance mondiale de 4,4% en 2011 et de 4,5% en 2012, contre une prévision initiale de 4,2% en 2011.

En moyenne, les cours du pétrole brut (moyenne WTI, BRENT, DUBAI) se sont établis à 98,6 dollars au premier trimestre 2011, contre 77,1 dollars à la même période de 2010. Les prévisions d'inflation du scénario central reposent sur l'hypothèse d'une poursuite des tensions sur les cours moyen du baril de pétrole brut, qui s'établiraient en moyenne à 110⁷ dollars en 2011 et 120 dollars en 2012.

Plusieurs facteurs de risques entourent l'évolution des cours du pétrole brut. Il s'agit notamment de la volatilité des cours, induite notamment par la spéculation, les troubles dans les pays arables et les phénomènes climatiques. Compte tenu de ces incertitudes, un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole à 120 dollars en 2011 et 130 dollars en 2012 et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole à 100 dollars en 2011 et 110 dollars en 2012, ont été retenus.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont en hausse au premier trimestre 2011, dans le prolongement de la tendance observée depuis le second semestre 2010. L'indice des cours des produits alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a enregistré une hausse en glissement annuel de 36,5% à fin mars 2011. Les plus fortes augmentations des cours sont observées pour les céréales, les oléagineux, les produits laitiers et le sucre. En effet, les cours internationaux des céréales en mars 2011 sont en progression de 60,0% par rapport à leurs niveaux à la même période de 2010. En particulier, les cours du blé sont en hausse de 65,8%, en liaison avec la baisse de la production mondiale, consécutive notamment à la sécheresse en Russie. Par ailleurs, la suspension des exportations décidée en Russie et en Ukraine a alimenté les spéculations sur les marchés internationaux du blé.

Les prévisions tablent sur une persistance des tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires. Ces évolutions devraient avoir un impact haussier sur les prix domestiques des produits alimentaires importés en 2011 et 2012.

L'euro s'est échangé contre 1,38 dollar au premier trimestre 2011. Au regard de l'évolution récente et des perspectives d'évolution de la politique monétaire aux Etats-Unis, il a été retenu l'hypothèse d'un taux de change euro/dollar d'environ 1,40 en 2011 et 2012.

⁷ Les prévisions initiales étaient basées sur un cours moyen du pétrole brut WTI à 88 dollars en 2011. La nouvelle hypothèse à 110 dollars tient compte de la hausse plus importante des cours du pétrole sur la période récente, mais également de la prise en compte des cours du Brent et du Dubaï, qui sont actuellement plus élevés que ceux du WTI considéré initialement comme unique référence.

La hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, est prévue dans un intervalle de 1,0% à 2,2% aussi bien en 2011 qu'en 2012.

Au niveau interne, l'offre de céréales a enregistré une amélioration à l'issue de la précédente campagne agricole. Selon les estimations du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la production céréalière 2010/2011 est ressortie en hausse en rythme annuel dans les pays de l'Union, sauf au Sénégal et au Togo. Sur cette base, les prix moyens des céréales au cours des prochains mois de 2011 devraient être quasi stables par rapport à leurs niveaux de 2010.

Les prévisions tablent sur une hausse tendancielle de 3,0% de la production céréalière au cours des campagnes agricoles 2011/2012 et 2012/2013. Toutefois, le potentiel de ce secteur est encore dépendant des aléas climatiques. Un déficit pluviométrique ou une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies affecterait de manière significative la production.

3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité

Le taux d'inflation en glissement annuel s'établirait à 4,0% à fin avril 2011, 4,3% à fin mai 2011 et 4,0% à fin juin 2011. La persistance des tensions inflationnistes serait liée à l'incidence de la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires. En moyenne sur le deuxième trimestre 2011, la progression des prix serait de 4,0% contre 3,8% au premier trimestre 2011.

Sur l'ensemble de l'année 2011, il est prévu des tensions inflationnistes sur les produits importés par les pays de l'Union, qui représentent 27% du panier de l'indice des prix, en raison notamment du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques (blé, riz, huile, carburant, gaz, etc.). En revanche, les prix des céréales locales devraient ressortir quasiment stables en 2011 par rapport à 2010.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 3,4% en 2011 contre une prévision initiale de 3,5%² sur la base de données définitives à fin décembre 2010. Le taux d'inflation en 2011³ varierait entre 2,5% dans le scénario optimiste et 4,3% dans le scénario pessimiste. L'évolution des prix se situerait, en moyenne, à 1,8% en 2012, dans une fourchette de 0,7% à 2,8%.

2 L'écart entre les prévisions actuelles et celles effectuées sur la base des données définitives à fin décembre 2010 est due à une inflation de moindre ampleur que prévue au premier trimestre 2011 (réalisation de 3,8% contre une prévision de 4,3%), imputable à l'absence de tensions sur les prix des céréales locales.

3 Les résultats de l'enquête réalisée en mars 2011 sur les anticipations d'inflation des chefs d'entreprises situent le taux des attentes d'inflation à 2,3% à l'horizon d'un an.

A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation est projeté à 2,3% et varierait entre 1,4% et 2,8%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union⁵. Toutefois, des risques importants de dépassement de la borne supérieure de l'objectif d'inflation demeurent à court terme. Ils pourraient exercer des pressions à la hausse sur l'inflation à moyen terme à travers des phénomènes d'anticipation et de second tour. Dès lors, le suivi rapproché de l'inflation devrait être poursuivi, ainsi qu'une vigilance accrue dans la mise en œuvre de la politique monétaire.

Tableau 12: Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)											
		Année 2011			Année 2012				Année 2013	Moyenne	
		2ème T	3ème T	4ème T	1er T	2ème T	3ème T	4ème T	1ème T	2011	2012
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	3,1	2,2	0,7	-0,7	0,5	1,3	1,8	1,4	2,5	0,7
	Scénario central	4,0	3,4	2,2	1,2	1,6	2,0	2,2	2,3	3,4	1,8
	Scénario pessimiste	4,9	4,7	3,6	3,1	2,6	2,7	2,7	2,8	4,3	2,8

Source : BCEAO. (*) : Glissement annuel.

En perspective, au deuxième trimestre 2011, l'Union enregistrerait une perte de compétitivité. En effet, une détérioration de la position concurrentielle de 3,5% est attendue au deuxième trimestre 2011. Elle s'expliquerait essentiellement par une hausse de l'indice de taux de change effectif nominal de 3,8%, dont les effets seraient atténués par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,3 point de pourcentage.

La perte de compétitivité serait observée à l'égard des pays asiatiques (+9,1%), des partenaires émergents (+8,5%), des pays africains de la Zone franc (+2,9%), des pays industrialisés (+2,7%) et de la Zone euro (1,3%). Par contre, un gain de compétitivité serait enregistré à l'égard des Etats environnants (-0,4%).



⁵ L'objectif opérationnel de stabilité des prix a été défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union compris dans une marge de \pm un point de pourcentage (1%) autour de 2%, à un horizon de 24 mois.

ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2011

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin mars 2011

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UEMOA à fin décembre 2010

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques entre janvier et mars 2011

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au premier trimestre 2011

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Réalisations									
avril-09	1,9	3,8	0,7	-3,2	2,8	1,3	0,0	5,9	1,5
mai-09	2,9	0,5	1,6	-2,5	3,3	2,2	-0,9	2,2	1,3
juin-09	0,0	-1,9	0,9	-1,6	1,2	1,5	-4,3	4,4	-0,1
juillet-09	0,7	0,2	0,0	-2,9	2,6	-1,7	-4,6	4,3	-0,4
août-09	-2,1	-0,9	-0,2	-3,0	1,6	-0,7	-4,7	2,4	-1,0
septembre-09	-0,7	-1,8	0,0	-3,9	2,1	-0,6	-5,0	2,4	-0,9
octobre-09	-1,4	-1,1	-0,4	-4,7	2,8	-1,1	-4,2	1,5	-1,0
novembre-09	-1,8	-0,7	0,1	-6,5	1,9	-0,3	-3,3	1,5	-0,7
décembre-09	-1,0	-0,3	-0,1	-4,8	1,5	-1,3	-4,5	1,5	-1,0
janvier-10	-0,2	0,3	-0,3	-1,0	1,7	0,2	-0,7	2,0	0,1
février-10	1,5	-0,1	-0,4	0,0	1,3	0,9	-0,6	2,3	0,2
mars-10	3,0	-0,5	0,3	0,5	2,0	-0,3	-0,7	2,0	0,5
avril-10	2,5	-0,5	1,9	1,4	0,1	0,3	-1,1	2,0	0,9
mai-10	1,3	0,0	0,9	1,2	1,1	1,4	-0,4	0,2	0,6
juin-10	4,7	0,7	1,8	1,3	2,1	1,6	1,3	0,8	1,7
juillet-10	0,4	-1,7	1,8	1,3	0,1	2,2	2,3	1,6	1,3
août-10	1,0	-1,1	2,0	3,2	1,2	1,2	2,2	1,5	1,5
septembre-10	1,6	-1,5	1,7	3,4	0,7	0,5	3,0	-0,3	1,3
octobre-10	2,5	-1,6	2,9	5,0	0,6	0,7	2,3	0,5	1,9
novembre-10	3,5	-1,0	3,6	5,2	1,7	-0,3	2,8	1,0	2,4
décembre-10	4,0	-0,3	5,1	5,6	1,8	2,6	4,3	3,8	3,9
janvier-11	5,1	1,2	4,6	5,3	3,6	4,5	4,0	4,7	4,2
février-11	3,3	0,4	5,1	4,1	1,7	2,7	3,7	3,4	3,7
mars-11	2,2	1,3	5,1	5,0	1,5	3,8	3,2	3,6	3,7
Projections									
avril-11	2,2	1,8	5,1	5,5	3,1	3,8	3,9	4,1	4,0
mai-11	1,9	2,2	5,5	5,9	2,6	2,5	4,1	6,1	4,3
juin-11	1,3	2,8	5,5	5,3	2,0	1,9	3,3	4,7	4,0
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,4	1,4
2011 (projections)	2,1	1,8	4,9	3,6	1,5	2,3	3,1	3,2	3,4
2012 (projections)	2,5	1,5	2,2	1,5	1,0	1,6	1,1	2,1	1,8

Source : BCEAO.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2011

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,8	1,9	3,7	2,9	1,0	2,7	2,5	-0,2	2,5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,1
Logement	0,2	0,2	0,3	0,2	0,0	0,5	0,3	0,6	0,3
Ameublement	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0
Santé	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Transport	0,1	0,4	0,2	0,5	0,4	0,9	0,2	1,2	0,4
Communication	-0,4	-1,4	-0,2	0,3	0,0	-0,4	0,0	0,5	-0,2
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Restaurants et Hôtels	0,3	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,9	0,4
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,2	-0,1	-0,2	0,0	0,2	0,1
Ensemble	2,2	1,3	5,1	5,0	1,5	3,8	3,2	3,6	3,7

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
mars-10	13,3	11,8	1,4	2,3	0,5	-0,9	-1,8	-11,3	-12,8
avr.-10	11,7	12,5	1,5	2,2	0,9	-0,6	-1,3	-11,6	-10,7
mai-10	10,7	11,0	1,6	2,0	0,6	-1,0	-1,4	-10,4	-10,1
juin-10	9,5	10,3	1,4	1,1	1,7	0,3	0,6	-8,6	-7,8
juil.-10	9,5	13,0	1,7	1,2	1,3	-0,4	0,1	-11,7	-8,2
août-10	9,4	13,7	1,6	1,2	1,5	-0,1	0,3	-12,2	-7,9
sept.-10	9,4	13,6	1,8	1,1	1,3	-0,5	0,2	-12,3	-8,1
oct.-10	9,4	13,4	1,9	1,2	1,9	0,0	0,7	-11,5	-7,5
nov.-10	9,1	12,8	1,9	1,1	2,4	0,5	1,3	-10,4	-6,7
déc.-10	8,6	11,8	2,2	1,5	3,9	1,7	2,4	-7,9	-4,7
janv.-11	9,1	12,1	2,4	1,6	4,2	1,8	2,6	-7,9	-4,9
févr.-11	9,2	11,1	2,4	2,1	3,7	1,3	1,6	-7,4	-5,5
mars-11	9,1	12,8	2,7	2,7	3,7	1,0	1,0	-9,1	-5,4

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires*(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
mars-10	10,6	-17,3	33,3	-3,4	-13,6	-7,2	24,6
avril-10	8,5	-17,4	33,6	-6,6	-13,0	-11,9	15,1
mai-10	-0,9	-29,1	34,2	-9,2	-12,6	-25,1	2,8
juin-10	-4,7	-37,8	24,2	-14,5	-16,4	-28,9	3,6
juillet-10	4,9	-13,0	22,1	8,0	-24,4	-13,2	6,5
août-10	11,8	17,1	23,6	15,5	-15,5	-14,6	2,1
septembre-10	19,0	42,2	28,4	36,7	-12,4	-2,4	7,6
octobre-10	23,3	35,9	29,5	41,0	-5,8	7,7	13,0
novembre-10	20,3	29,9	24,7	38,8	-4,1	11,4	14,2
décembre-10	26,5	48,6	18,9	52,3	-11,4	12,1	10,5
janvier-11	32,0	62,1	29,2	58,7	-11,6	26,5	21,5
février-11	37,1	79,0	31,4	81,5	-8,3	35,1	24,4
mars-11	32,4	65,8	33,3	82,6	-4,6	34,6	25,4

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA*(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	mars-10	avr.-10	mai-10	juin-10	juil.-10	août-10	sept.-10	oct.-10	nov.-10	déc.-10	janv.-11	févr.-11	mars-11	mars 2011/mars 2010 (en %)
Bénin														
Essence super	465	505	505	505	505	505	490	490	490	515	530	555	555	19,4
Gazole	530	540	540	540	570	570	570	570	570	540	546	555	555	4,7
Burkina														
Essence super	642	642	642	642	642	667	682	682	682	682	682	682	682	6,2
Gazole	575	575	575	575	575	595	606	606	606	606	606	606	606	5,4
Côte d'Ivoire														
Essence super	739	779	789	789	786	783	783	783	774	774	774	774	774	4,7
Gazole	615	630	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
Guinée-Bissau														
Essence super	617	617	617	675	678	670	670	662	659	659	658	658	658	6,6
Gazole	554	554	554	573	574	571	571	571	571	571	571	571	571	3,1
Mali														
Essence super	645	649	666	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	3,9
Gazole	555	560,33	584	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	6,3
Niger														
Essence super	476	476	476	476	506	506	506	506	506	506	561	561	561	17,9
Gazole	465	465	465	465	495	495	495	495	495	495	580	580	580	24,7
Sénégal														
Essence super	704	734	751	750	746	739	737	737	737	770	790	783	783	11,2
Gazole	582	607	631	637	641	635	632	632	632	665	691	721	721	23,9
Togo														
Essence super	505	505	505	535	580	580	580	560	560	560	549	540	540	6,9
Gazole	500	500	500	530	575	575	575	555	555	555	564	570	570	14,0

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2009								
janvier	43,86	6,1	495,5	1,6	21 729,6	7,8	1,324	-1,6
février	41,84	-4,6	513,1	3,6	21 469,1	-1,2	1,278	-3,4
mars	46,80	11,8	505,2	-1,5	23 643,9	10,1	1,298	1,6
avr.	50,28	7,4	497,0	-1,6	24 989,2	5,7	1,320	1,7
mai	58,15	15,7	481,2	-3,2	27 981,2	12,0	1,363	3,3
juin	69,13	18,9	468,0	-2,7	32 352,0	15,6	1,402	2,8
juillet	64,67	-6,4	465,6	-0,5	30 114,0	-6,9	1,409	0,5
août	71,63	10,8	459,7	-1,3	32 931,0	9,35	1,427	1,3
septembre	68,35	-4,6	450,5	-2,0	30 787,8	-6,51	1,456	2,1
octobre	74,08	8,4	442,7	-1,7	32 797,3	6,53	1,482	1,7
novembre	77,55	4,7	439,8	-0,7	34 108,5	4,00	1,491	0,7
décembre	74,88	-3,4	448,9	2,1	33 612,0	-1,46	1,461	-2,0
Moyenne Janvier-déc	61,77	-36,3	472,3	5,4	28 876,3	-32,4	1,393	-5,3
2010								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,9	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,2	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,1	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,5	1,327	-4,7
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2009			
janvier	-51,6	-46,2	-10,1
février	-55,2	-48,3	-13,3
mars	-54,0	-45,0	-16,4
avr.	-53,8	-44,9	-16,2
mai	-52,6	-45,9	-12,4
juin	-47,4	-41,7	-9,9
juillet	-51,3	-45,5	-10,7
août	-37,5	-34,4	-4,7
sept.	-31,4	-32,3	1,3
oct	1,9	-8,4	11,2
nov	43,7	22,7	17,1
déc	81,1	66,7	8,7
Moyenne 2009	-36,3	-32,4	-5,3
2010			
janvier	75,9	63,1	7,8
février	78,7	66,9	7,1
mars	69,5	62,1	4,5
avril	67,4	64,8	1,6
mai	30,0	41,1	-7,8
juin	8,1	24,1	-12,9
juillet	15,3	27,4	-9,5
août	5,9	17,1	-9,6
septembre	11,4	24,1	-10,3
oct.	10,3	17,6	-6,2
nov.	9,0	18,9	-8,4
déc.	20,2	32,9	-9,5
Moyenne 2009	28,0	35,5	-4,7
2011			
janvier	20,2	28,4	-6,4
février	28,3	28,7	-0,3
mars	35,1	31,0	3,2

Sources : BCEAO, Reuters.

TABLEAU 8 : AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE A FIN MARS 2011

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONDS (en mrd)	157,2	154,5		10,2	212,4	115,5	322,4	88,8	1061,0
	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
RECETTES TOTALES	149,8	125,3		8,6	188,4	95,8	300,9	88,1	957,4
* Recettes fiscales	132,2	117,4		7,1	169,6	95,2	298,7	68,1	888,4
dont recettes douanières	69,1	18,9		0,0	17,5	20,7	0,0	21,6	147,8
* Recettes non fiscales	17,6	7,9		1,5	4,8	0,5	2,2	20,0	54,6
* Autres recettes	0,0	0,0		0,0	14,0	0,5	0,0	0,0	14,5
	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
DONS	7,4	29,2		1,6	24,0	19,2	21,5	0,7	103,5
DEPENSES ET PRÊTS NETS	182,0	214,1		10,9	213,7	136,0	301,5	74,0	1132,1
DEPENSES TOTALES	182,0	213,4		10,9	209,0	136,0	300,4	73,5	1125,0
DEPENSES COURANTES	132,1	133,3		10,6	122,5	79,9	205,6	56,6	740,5
* Masse salariale	46,1	53,5		4,9	48,0	18,4	70,5	15,0	256,5
* Intérêts sur la dette	4,8	2,2		0,4	3,4	0,8	8,2	2,1	21,9
* Transfert et subventions	3,1	37,7		2,5	21,9	10,7	0,0	8,5	84,6
DEPENSES EN CAPITAL	49,9	80,1		0,3	86,5	56,0	94,8	16,9	384,5
dont investissement sur ressources internes	28,5	30,5		0,3	16,3	16,3	33,0	2,9	127,8
	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
AUTRES DEPENSES	0,0	0,0		0,2	17,2	0,0	2,5	0,0	19,8
	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
PRÊTS NETS	0,0	0,7		0,0	4,7	0,0	1,2	0,5	7,1
	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-6,1	-36,3		-1,9	53,1	0,4	70,6	30,8	111,0
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	-24,8	-59,7		-0,7	-1,3	-20,5	22,1	14,8	-71,2
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-32,2	-88,8		-2,3	-25,3	-40,2	-0,6	14,1	-174,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-10,9	-38,5		-2,3	49,7	-0,4	62,4	28,7	89,1
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	-53,2	-55,8		0,7	-1,3	-22,4	22,1	5,5	-104,4
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
* Masse salariale/recettes fiscales	34,9%	45,5%		69,5%	28,3%	19,3%	23,6%	22,0%	28,9%
* Variation nette des arriérés intérieurs	-28,1	3,8		1,4	0,0	-1,7	0,0	-9,2	-33,8
* Variation nette des arriérés extérieurs	-0,3	0,0		0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,1	-0,7
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	21,6%	26,0%		4,5%	9,6%	17,1%	11,0%	4,3%	14,4%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	-4,6%	-30,9%		-26,7%	31,3%	0,4%	23,6%	45,2%	12,5%
* Solde budgétaire de base / PIB	-0,3%	-0,8%	0,0%	-0,5%	1,0%	0,0%	0,9%	1,7%	0,2%

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au quatrième trimestre 2010

	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	décembre 09	mars 10	juin 10	septembre 10	décembre 10	1 ^{er} T 2010	2 ^e T 2010	3 ^e T 2010	4 ^e T 2010	1 ^{er} T 2010	2 ^e T 2010	3 ^e T 2010	4 ^e T 2010
Masse monétaire	10 653 338,5	10 568 442,3	11 210 115,8	11 370 091,3	12 329 888,0	-0,8	6,1	1,4	8,4	13,9	18,0	18,4	15,7
Disponibilité monétaire	7 019 580,8	6 939 295,1	7 282 670,3	7 271 682,3	8 028 665,7	-1,1	4,9	-0,2	10,4	13,5	17,5	16,9	14,4
Circulation fiduciaire	3 118 247,7	2 967 070,8	2 992 323,3	2 975 391,3	3 525 220,8	-4,8	0,9	-0,6	18,5	11,6	16,2	15,8	13,1
Dépôts en CCP	59 927,1	58 849,5	46 809,2	44 784,7	29 277,9	-1,8	-20,5	-4,3	-34,6	26,9	-13,0	-7,5	-51,1
Dépôt en CNE	59 040,6	59 040,6	63 319,6	67 744,1	67 478,0	0,0	7,2	7,0	-0,4	7,5	13,5	21,4	14,3
Dépôts à vue en banque	3 782 365,4	3 854 334,2	4 180 218,2	4 183 762,2	4 406 689,0	1,9	8,5	0,1	5,3	14,9	19,0	17,9	16,5
SODE-EPIC	470 595,4	421 626,3	533 882,6	473 884,3	498 978,6	-10,4	26,6	-11,2	5,3	-4,8	25,4	18,1	6,0
Particuliers et entreprises privées	3 311 770,0	3 432 707,9	3 646 335,6	3 709 877,9	3 907 710,4	3,7	6,2	1,7	5,3	17,9	18,2	17,9	18,0
Dépôts à terme en banque	3 633 757,7	3 629 147,2	3 927 445,5	4 098 409,0	4 301 222,3	-0,1	8,2	4,4	4,9	14,8	18,9	21,1	18,4
SODE-EPIC	278 048,0	289 837,0	321 548,0	304 223,0	316 142,9	4,2	10,9	-5,4	3,9	22,5	33,9	11,7	13,7
Particuliers et entreprises privées	3 355 709,7	3 339 310,2	3 605 897,5	3 794 186,0	3 985 079,3	-0,5	8,0	5,2	5,0	14,2	17,8	21,9	18,8
dont comptes à régime spécial	1 558 270,0	1 535 729,0	1 659 494,0	1 742 954,0	1 855 104,5	-1,4	8,1	5,0	6,4	9,1	14,4	17,7	19,0
Autres postes nets	1 895 664,4	1 959 719,8	1 764 619,8	1 932 483,0	1 964 941,0	3,4	-10,0	9,5	1,7	17,6	11,7	13,9	3,7
Passif	12 549 002,9	12 528 162,1	12 974 735,6	13 302 574,3	14 294 829,0	-0,2	3,6	2,5	7,5	14,5	17,1	17,7	13,9
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE													
	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	décembre 09	mars 10	juin 10	septembre 10	décembre 10	1 ^{er} T 2010	2 ^e T 2010	3 ^e T 2010	4 ^e T 2010	1 ^{er} T 2010	2 ^e T 2010	3 ^e T 2010	4 ^e T 2010
Avoirs Extérieurs Nets	5 297 163,6	5 250 758,5	5 460 996,4	5 226 334,8	5 645 816,5	-0,9	4,0	-4,3	8,0	13,3	19,9	14,4	6,6
Banque Centrale	5 171 836,5	5 074 591,8	5 328 597,0	5 284 039,6	5 554 615,4	-1,9	5,0	-0,8	5,1	10,0	15,8	14,0	7,4
Banques	125 327,1	176 166,7	132 399,4	-57 704,8	91 201,1	40,6	-24,8	-143,6	-258,0	641,9	-382,1	-16,0	-27,2
Crédit intérieur	7 251 839,3	7 277 403,6	7 513 739,2	8 076 239,5	8 649 012,5	0,4	3,2	7,5	7,1	15,4	15,2	19,9	19,3
Position Nette du Gouvernement	1 136 048,0	1 498 261,3	1 465 157,0	1 713 999,3	1 888 028,6	31,9	-2,2	17,0	10,2	113,3	71,7	91,1	66,2
Crédit à l'économie	6 115 791,3	5 779 142,3	6 048 582,2	6 362 240,2	6 760 983,9	-5,5	4,7	5,2	6,3	3,1	6,7	8,9	10,5
Court terme	3 618 489,3	3 349 775,3	3 484 912,2	3 674 125,2	3 949 441,2	-7,4	4,0	5,4	7,5	-1,6	2,2	6,1	9,1
dont crédit de campagne	143 894,0	146 156,1	142 825,0	83 993,0	154 769,0	1,6	-2,3	-41,2	84,3	-7,4	-12,9	-30,3	7,6
Moyen et long terme	2 497 302,0	2 429 367,0	2 563 670,0	2 688 115,0	2 811 542,7	-2,7	5,5	4,9	4,6	10,4	13,5	13,0	12,6
PM : Refinancement BCEAO	334 816,0	247 137,0	210 182,3	198 677,0	283 459,7	-26,2	-15,0	-5,5	42,7	-21,0	-10,4	-22,4	-15,3
Actif	12 549 002,9	12 528 162,1	12 974 735,6	13 302 574,3	14 294 829,0	-0,2	3,6	2,5	7,5	14,5	17,1	17,7	13,9

Source : BCEAO

TABLEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES

	Moy. 08	Moy.09	Moy.10	avr.-10	mai-10	juin-10	juil.-10	août-10	sept.-10	oct.-10	nov.-10	déc.-10	janv.-11	févr.-11	mars-11
Crédits bancaires mis en place															
- Volume (en milliards de FCFA)	382,3	421,9	470,3	423,9	442,0	463,7	457,3	438,5	534,0	459,5	486,9	521,1	328,9	337,1	336,9
Court terme	285,9	317,3	349,7	320,7	337,2	338,1	357,5	316,3	368,7	348,7	379,1	376,9	233,0	236,4	237,7
Moyen et long terme	96,4	104,7	120,6	103,2	104,7	125,6	99,8	122,2	165,3	110,7	107,8	144,2	95,9	100,7	99,2
Secteur public	21,7	34,3	29,8	10,0	19,1	24,1	19,7	12,2	67,6	24,6	55,9	56,4	22,3	21,4	19,3
Secteur privé	360,6	387,6	440,5	413,9	422,9	439,6	437,6	426,3	466,3	434,9	431,0	464,7	306,7	315,7	317,5
(A) - Taux d'intérêt moyen (%)	8,09	8,59	8,38	8,25	8,06	8,37	8,49	8,52	8,65	8,25	8,24	8,15	8,74	8,58	8,70
(Hors personnel de banque)	8,14	8,62	8,41	8,28	8,08	8,42	8,52	8,58	8,68	8,24	8,25	8,17	8,78	8,62	8,73
Court terme	7,49	8,07	7,83	7,49	7,41	7,65	7,96	7,94	8,14	7,73	7,74	7,81	8,52	8,35	8,46
Moyen et long terme	9,92	10,19	10,03	10,58	10,17	10,34	10,20	10,12	9,88	10,28	9,97	9,11	9,23	9,20	9,56
Secteur public	7,28	7,96	7,71	5,00	6,65	9,74	7,42	7,63	8,09	6,60	7,53	7,57	8,92	9,07	6,60
Secteur privé	8,18	8,66	8,44	8,34	8,13	8,33	8,56	8,60	8,76	8,33	8,34	8,24	8,75	8,57	8,60
- Durée moyenne des crédits (mois)	18,4	17,3	17,9	16,7	17,9	20,1	16,2	19,8	21,3	17,2	15,6	18,6	21,2	20,7	19,9
Nouveaux dépôts bancaires															
- Volume (en milliards de FCFA)	269,9	259,1	362,1	323,5	315,4	389,0	402,3	425,3	379,1	344,1	309,1	328,7	277,0	319,7	277,3
Court terme	68,8	71,8	275,5	243,1	256,4	264,1	310,4	325,8	235,7	266,1	262,0	280,1	195,6	256,2	214,9
Autres dépôts	81,4	53,4	86,6	80,5	58,9	124,9	91,9	99,5	143,4	77,9	47,1	48,7	81,5	63,5	62,4
Secteur public	257,3	277,5	76,8	61,1	80,2	88,2	73,1	84,8	96,3	71,7	62,2	85,8	66,1	49,6	48,0
Secteur privé	5,3	5,1	285,3	262,4	235,1	300,8	329,2	340,5	282,8	272,4	246,9	242,9	210,9	270,1	229,3
(B) - Taux d'intérêt moyen (%)	5,15	5,00	5,11	5,07	5,14	5,19	4,95	4,79	5,23	5,18	5,05	5,05	5,22	5,09	5,13
Court terme	5,07	5,53	5,04	4,86	5,04	5,11	4,92	4,70	5,09	5,17	4,97	4,96	5,00	4,95	4,89
Secteur public	5,03	5,02	5,12	4,96	5,35	4,88	5,29	5,06	5,00	5,19	5,08	5,16	5,46	4,92	5,02
Secteur privé	5,08	5,08	5,09	5,11	5,04	5,25	4,87	4,70	5,28	5,17	5,05	4,99	5,14	5,12	5,10
- Durée moyenne des dépôts (mois)	19,8	27,0	19,4	20,9	13,1	29,7	20,0	17,1	37,4	18,4	11,9	12,6	22,66	15,67	16,53
(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)	3,1	3,6	3,3	3,2	2,9	3,2	3,5	3,7	3,4	3,1	3,2	3,1	3,5	3,5	3,6

* : données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du premier trimestre 2011

A : Exportations

	Quatrième trimestre 2010*	Premier trimestre 2011*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits du cacao	120,2	109,9	-65,4	-37,3
Produits du café	37,0	39,0	-56,2	62,6
Produits du coton	54,8	59,3	32,1	-24,2
Produits de l'anacarde	82,5	80,9	-8,8	1988,0
Or et métaux précieux	226,2	245,2	40,8	18,5
Uranium	60,6	53,6	0,9	-72,7
Produits pétroliers	409,8	438,7	-35,1	101,1
Caoutchouc	87,5	108,8	-50,6	-9,4
Produits divers	614,4	594,1	-4,5	-50,2
TOTAL	1 693,0	1 729,6	-30,7	-21,7

Montants en milliards de FCFA

(*) *Données estimées*

B : Importations

	Quatrième trimestre 2010*	Premier trimestre 2011*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits alimentaires	567,7	637,0	-3,3	10,2
Produits énergétiques	931,9	963,5	-18,5	33,4
Biens intermédiaires	533,5	567,9	-46,3	-64,8
Biens d'équipement	757,5	860,6	-24,4	-45,5
Produits divers	461,2	526,9	43,6	10,6
TOTAL	3251,8	3555,9	-9,3	-15,9



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int